

# VERONIQUE CHEMLA

INFORMATIONS ET ANALYSES SUR LE MOYEN-ORIENT,  
PRINCIPALEMENT ISRAËL, L'ANTISEMITISME, DES  
QUESTIONS DE GEOPOLITIQUE, LES DROITS DE L'HOMME, LA  
CULTURE, LES JUIFS, LE JUDAÏSME ET DES FAITS DE  
SOCIETE

SAMEDI 16 JANVIER 2010

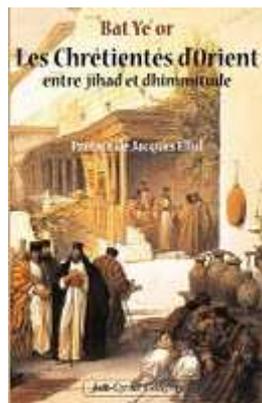
## Interview de Bat Ye'or sur Eurabia



Bat Ye'or est une historienne spécialiste des minorités religieuses dans le monde islamique. Elle a forgé le terme « *dhimmitude* » pour désigner le statut cruel des minorités non-musulmanes dans les pays islamiques ou « *terre d'islam* ». Elle a aussi analysé **Eurabia**, alliance euro-arabe visant à fondre l'Europe dans un ensemble méditerranéen. Interview réalisée en janvier 2008.

### Comment vous êtes-vous intéressée à **Eurabia** (1) ?

Mes recherches sur les processus d'islamisation des pays chrétiens par les conquêtes arabes et turques m'ont mise sur la piste d'**Eurabia** (2).



Malgré des siècles d'intervalle, je découvrais des similitudes entre les comportements et les politiques de dirigeants chrétiens qui avaient collaboré à la conquête de leur pays (3) et ceux d'intellectuels européens islamophiles contemporains. De nombreux documents des siècles passés semblaient se réincarner dans des événements actuels, les échos des vies et des voix de ces personnages remontaient à la surface du temps dans d'autres tonalités.

Je voyais le tableau mais je n'en avais pas la clé. C'est par hasard que je l'ai découverte en lisant en 2002 l'opuscule intitulé **Eurabia** de 1975 (4). J'ai alors commencé mes recherches sur ce sujet.

### Comment définissez-vous **Eurabia** ?

C'est difficile à dire, c'est un continent en transition porteur de futurs conflits très graves de quelques côtés que l'on regarde.



**Eurabia** est née de la soumission de la Communauté économique européenne (CEE), devenue l'Union européenne (UE), au terrorisme palestinien et au boycott pétrolier ; ce boycott provenait principalement des pays arabes producteurs (5), et était dirigé aussi contre les Etats-Unis en novembre 1973.

Site de la Ligue Arabe de Coopération des Arabes avec le monde arabe  
11 rue de Valenciennes, 75011 Paris - Téléphone : 01 47 00 00 00  
11, rue de Valenciennes, 75011 Paris - Téléphone : 01 47 00 00 00  
11, rue de Valenciennes, 75011 Paris - Téléphone : 01 47 00 00 00

Les Neuf (6) acceptèrent alors les conditions de la **Ligue Arabe** : soutien à la cause palestinienne et adoption d'une politique pro-palestinienne, anti-israélienne et anti-américaine, reconnaissance d'un peuple palestinien qui jusqu'alors n'était pas mentionné, reconnaissance de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine [7]) et de son chef Yasser Arafat comme ses seuls représentants.

Cette politique se développa dans un cadre informel d'accords entre les pays de la CEE et ceux de la Ligue Arabe. On attribue au politicien français **Michel Jobert** (8) l'appellation Dialogue euro-arabe (DEA) pour ce type de politique discrète.

Ces accords se faisaient au plus haut niveau entre, du côté européen, les ministres des Affaires étrangères et le président de la Commission et, du côté arabe, leurs homologues et le représentant de la Ligue des Pays arabes.

En 1974, fut créée à Paris l'association parlementaire pour la coopération euro-arabe. Elle rassemblait des députés des parlements de chaque pays de la CEE chargés de gérer avec leurs collègues arabes tous les aspects de cette collaboration euro-arabe par une infrastructure de comités et de réseaux.



Le DEA visait à développer l'immigration des pays arabes jusqu'alors fort réduite, à renforcer la coopération politique, économique, culturelle, universitaire, syndicale et médiatique entre l'Europe et les pays arabes sur la base des conditions de la Ligue arabe concernant la diffusion de la culture et de la langue arabes en Europe, le soutien à Arafat et à l'OLP et la création de la Palestine.

Le but de cette politique était de créer un vaste ensemble méditerranéen euro-arabe où le multiculturalisme et la fusion des populations et des langues, grâce à l'immigration, imposeraient la destruction des frontières, des identités nationales et religieuses, gages de la paix en Méditerranée. Un continent doté d'une telle puissance pourrait rivaliser avec l'Amérique sur la scène mondiale.

## Comment est né le Partenariat euro-méditerranéen ?



Cette stratégie méditerranéenne, commune à l'ensemble de la CEE et adoptée plus tard par l'Union européenne (UE), nécessita la création d'un organe adéquat afin de coordonner les relations entre l'Europe et les pays arabes.

En 1974, les Neuf créèrent à Paris l'Association parlementaire européenne pour la coopération euro-arabe qui rassemblait des membres des plus importants partis européens. Les réunions bisannuelles des membres de l'Association avec leurs collègues arabes comptaient des observateurs de la CEE, dont ceux de la Commission européenne, de la Ligue arabe et d'autres organisations internationales.

Cette structure prit une extension beaucoup plus large dans le Partenariat euro-méditerranéen créé en 1995 sur trois piliers : le partenariat politique et de sécurité ; le partenariat économique et financier ; le partenariat social, culturel et humain. Leurs objectifs furent définis à la [première Conférence euro-méditerranéenne](#) tenue à Barcelone les 27-28 novembre 1995 (9).

Ce Partenariat suscita la création de nombreuses institutions dont je donne une liste non exhaustive dans mon livre *Eurabia, l'axe euro-arabe* ; des directives et des textes juridiques planifièrent le suivi et l'application de cette politique dans l'UE. Même le [langage politiquement correct](#) (10) doit obéir aux directives politiques de Bruxelles.

Les rouages du Partenariat connectaient le monde arabe et l'UE par le truchement d'éditeurs, d'universités, de syndicats, de journalistes, de sphères politiques, économiques et sociales.

Des réseaux structurés répartis sur l'UE orchestrèrent la campagne anti-israélienne qui accompagna l'Intifada II.

C'est ainsi que le Partenariat aida et soutint moralement Arafat.

Sur la scène intérieure des pays de l'UE, une campagne de dénigrement visait à intimider, humilier et réduire au silence les communautés juives. C'est ce qu'on appela « [la nouvelle judéophobie](#) » (11) au tournant du XXIe siècle.



L'affaire al-Dura (12) et l'affaire [Rachel Corrie](#) (13) illustrent ces dénigrement d'Israël. En 2002, le nettoyage par les Israéliens d'un pâté de maisons bourrées d'explosifs à Djénine provoqua des accusations démentées (14).

Eurabia, c'est, à l'échelle d'un continent, une dhimmitude imposée par ses leaders.

Mais attention : [Eurabia](#) ne représente pas tous les Européens, d'où précisément ces risques de conflits et de rejets. Eurabia, c'est un projet développant une stratégie pour l'imposer dans la réalité concrète - politique, société, culture -, mais tous les Européens n'y adhèrent pas.

### **Pourriez-vous nous donner des exemples d'attitudes européennes à l'égard de l'antisémitisme et du conflit au Proche-Orient ?**

Dès le déclenchement de l'Intifada II en 2000, dans tous les pays de l'UE se développa [la vague antisémite](#) avec les synagogues incendiées, les écoliers juifs attaqués et les nombreux incidents (15) qui conduisirent les responsables juifs à

organiser plusieurs conférences internationales sur la recrudescence d'actes antisémites, notamment dès 2001 à Paris (16).



En 2003, l'EUMC (Observatoire européen sur le racisme et la xénophobie) refusa de publier son rapport sur l'antisémitisme en Europe (17). Elaboré par le Centre de recherche sur l'antisémitisme de l'Université de Berlin, ce rapport concluait à la présence de musulmans et de groupes pro-palestiniens derrière les actes antisémites en Europe (18). Il fut rendu public par diverses organisations juives.

En novembre 2003, l'Eurobaromètre de la Commission européenne publiait un sondage réalisé auprès de 7 515 habitants des 15 Etats de l'UE (19). Israël représentait pour 59% des Européens interrogés, la plus grande « menace pour la paix dans le monde » !



Fin 2003, ces faits suscitèrent l'indignation. Une crise grave éclata entre la Commission européenne présidée par Romano Prodi et des organisations juives mondiales majeures (20).

La Commission européenne, le Congrès juif européen (CJE) et la Conférence des rabbins européens décidèrent d'organiser le 19 février 2004 le séminaire *L'Europe contre l'antisémitisme, Pour une Union des diversités*.

Romano Prodi, président de la Commission européenne, y **déclarait** :

*« Historiquement et culturellement, les Juifs sont l'archétype de la minorité européenne. Le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme sont une violation patente de tout ce que l'Union incarne. Nos valeurs fondatrices et notre caractère multiculturel et pluriethnique peuvent nous vacciner contre les manifestations récentes d'antisémitisme et les nouvelles formes de préjugés. L'Europe d'aujourd'hui a condamné sans réserve l'antisémitisme des années 30 et 40 et continue à condamner toute nouvelle expression d'antisémitisme. En Europe, nous observons que ce conflit [non résolu du Moyen-Orient] nourrit les frustrations sociales des nouvelles minorités issues de l'immigration dans bon nombre d'États membres de l'Union. Ces frustrations importées se traduisent parfois par des actes antisémites, dans certains pays plus que dans d'autres. Certaines critiques adressées à Israël sont inspirées par une forme de ressentiment ou de préjugé antisémite. Elles doivent être reconnues comme telles et traitées comme il convient. Les institutions de l'Union européenne sont unies dans leur condamnation de l'antisémitisme. Il n'y a pas place pour l'antisémitisme dans une Union des diversités » (21).*

L'UE a financé des **organisations partiales** sur le conflit au Proche-Orient (22) : le Comité israélien contre la démolition des maisons (ICAHM), Mossawa, Adallah, etc.

L'alliance euro-arafatienne, scellée en 1973 par la trêve du terrorisme palestinien en Europe, se manifestait par une campagne continue anti-israélienne. En 2001, elle s'exprima par la campagne de diabolisation d'Ariel Sharon (23) et d'exonération d'Arafat initiateur de la politique du chaos et des **attaques-suicides** (24), dont on a vu

les effets à Madrid et à Londres et dont on voit les conséquences en Irak, au Maghreb, au Pakistan.

Dans son livre *Cousins and Strangers. America, Britain, and Europe in a New Century* (25), Chris Patten, commissaire européen pour les Affaires étrangères de 1999 à 2004, décrit sans complexe la politique, qu'il considère légitime de l'UE, consistant à exercer des pressions continues sur Israël tout en protégeant, parrainant et finançant l'OLP.

Cette position de l'UE motiva l'opposition de Chris Patten à la proposition de l'eurodéputé François Zimeray de constituer une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds européens par l'Autorité palestinienne, pour savoir s'ils finançaient les manuels scolaires prônant la haine des Juifs, des Israéliens, et glorifiant le terrorisme (26).

### **La Cause palestinienne occupe une place importante dans Eurabia...**

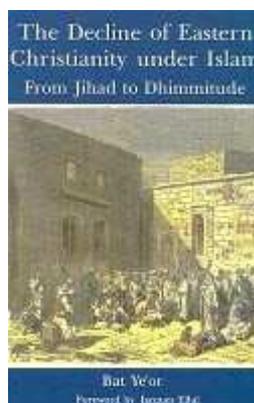


Le palestinisme ou théologie politique du remplacement d'Israël par la Palestine, est le point focal d'Eurabia. Pour marquer sa solidarité avec les Palestiniens, l'Europe adopta vis-à-vis d'Israël les positions de l'OLP dans sa [Déclaration de Londres](#) de 1977 (27), reprise sous une forme plus sévère dans la [Déclaration de Venise](#) en 1980 (28).

A la demande du monde musulman, le plan sous-jacent à Eurabia attribuait à la Palestine, c'est-à-dire à la destruction de l'Etat d'Israël (29), un rôle essentiel, d'où la palestinisation de la culture et de la politique d'Eurabia.

Cette idéologie reprend, mais sur un plan mondial et dans un contexte de *jihād*, l'idéologie nazie. L'antisémitisme/antisionisme y a été délibérément développé comme élément central de sa politique, de sa culture et de ses médias, car le palestinisme ou la haine d'Israël furent les catalyseurs de la genèse d'Eurabia.

### **Quel but poursuit la Cause palestinienne à l'égard des chrétiens ?**

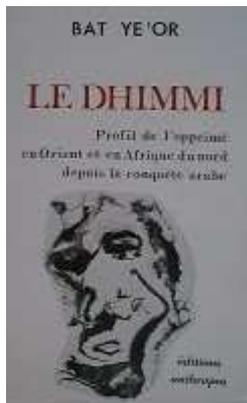


Aujourd'hui, la [théologie de la libération palestinienne](#) (30) vise à dissocier le christianisme de sa matrice juive afin de le purger de toute judéité, reproduisant le processus nazi de l'aryanisation de l'Eglise. C'est par le truchement du « Jésus palestinien » coupé de la Bible hébraïque, que s'opère le processus d'islamisation du christianisme.

### **Quelles causes ont présidé à la création d'Eurabia ?**

Les principales furent la peur du terrorisme palestinien, le boycott du pétrole en 1973 et les chocs pétroliers, l'attrait des pétrodollars, des [considérations commerciales](#) (31), l'ambition de dominer l'Amérique et, dans des milieux économiques influents liés au monde arabe, la haine d'Israël.

Des communistes y voyaient le moyen de se débarrasser du judéo-christianisme et les courants néo-nazis tentaient de lui substituer l'islamo-christianisme, comme au XXe siècle la politique de déjudaïsation des Eglises par leur aryanisation.



Mais le véritable objectif derrière toutes ces politiques demeurait l'impératif de paix avec le monde arabo-musulman. L'unification de l'Europe s'était construite sur la **paix** (32) et sur le refus définitif de toute guerre.

Pour ne pas irriter ses alliés arabes, l'Europe imputait le terrorisme à la politique américaine et surtout israélienne. Se faisant l'avocat d'Arafat, elle ne cessait d'envoyer des émissaires à Washington pour infléchir sa politique et l'amener à abandonner Israël. Dans son livre, *Cousins and Strangers*, Chris Patten exhale dans des pages virulentes sa fureur envers le Premier ministre britannique Tony Blair. Il lui reproche entre autres de n'avoir pas su influencer le président George Bush pour l'amener à modifier sa politique au Proche Orient et s'offusque du plan américain en 2004 qui refuse le retour des « réfugiés » palestiniens en Israël ! A une réunion des ministres européens des Affaires étrangères, les Irlandais qui présidaient alors l'UE considéraient ce plan « un échec criminel ».

Dans son **désir de maintenir la paix** (33), l'UE niait le terrorisme jihadiste et préconisait une politique de concessions politiques et le paiement de fonds considérables en prétendant que la **misère**, et non l'idéologie jihadiste, provoquait le terrorisme (34). Elle obtempérait ainsi aux lois du *jihad* qui lient la paix au paiement d'un tribut.

Alors que les Etats-Unis et Israël résistent au *jihad*, l'UE s'est soumise aux conditions de la trêve prévue par le droit musulman (35). C'est ainsi que l'Europe est devenu le continent de la *da'wa*, la prédication et la pénétration pacifique de l'islam.

### Quels sont les objectifs, les moyens et les résultats d'Eurabia ?



Ses objectifs sont nombreux, stratégiques, économiques et culturels.

Dans le long terme, on anticipe l'instauration d'une paix universelle sur la mort des nations, des identités nationales et culturelles par le mélange des peuples (immigration) et des cultures (multiculturalisme).

La symbiose méditerranéenne n'est qu'une étape vers la construction d'une humanité réconciliée, libérée des pesanteurs de l'histoire et des particularismes religieux et nationaux. Le gouvernement de cette humanité nouvelle serait conduit par les instances internationales comme l'ONU par exemple, ou le Tribunal international.

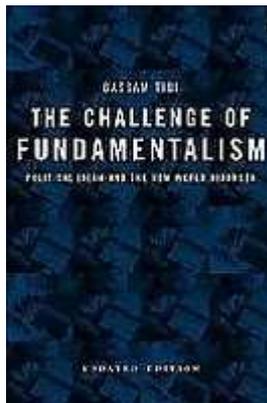


C'est pourquoi l'on assiste à une prolifération d'institutions internationales comme l'**Alliance des Civilisations** (36), ou la **Fondation**

Anna Lindh (37), disposant d'énormes budgets et dont les comités internationaux de Sages détiennent des pouvoirs politiques.

L'ennui avec ces nobles idéaux, c'est que la démocratie se perd, les contrepoids au pouvoir ne fonctionnent plus : va-t-on aller se plaindre à un comité de Sages des orientations politiques ? Aura-t-on encore besoin de parlements nationaux ? Va-t-on vraiment supprimer tout risque de guerre par le mélange des peuples ? Il faudrait pour cela convertir à la paix les civilisations qui se sont construites par la guerre.

Dans son étude sur le fondamentalisme islamique, le professeur allemand d'origine syrienne Bassam Tibi (38) note :



« Les musulmans sont obligés par leur religion de disséminer la foi islamique sur toute la terre (Cor. 34 :28). Si les non-musulmans acceptent la conversion ou la soumission, l'appel (da'wa) peut être poursuivi pacifiquement. S'ils refusent, les musulmans sont obligés de les combattre. Dans l'islam, la paix exige que les non-musulmans se soumettent à l'appel de l'islam, soit par la conversion soit par l'acceptation du statut de minorité religieuse (dhimmi) et en payant la capitation obligatoire, jizya. La paix du monde, dans le stage final de la da'wa est atteint seulement avec la conversion ou la soumission de toute l'humanité à l'islam ».

Bassam Tibi explique que, pour les musulmans, l'expansion par la guerre n'est pas une agression, mais l'accomplissement du commandement coranique de propager l'islam pour imposer la paix. Les opposants incroyants, qui créent des obstacles et résistent, sont responsables de la guerre. L'Europe adopta cette vue en qualifiant d'agression la résistance d'Israël au terrorisme.

Les moyens d'Eurabia résident dans la possibilité pour l'UE de mener une politique opaque sans consulter les populations et sans réels contre-pouvoirs ni contrôle, et ses résultats sont consternants.

### Des exemples ?

Respecter les susceptibilités des populations étrangères au détriment de nos valeurs et des droits de l'homme (39), les éventuelles poursuites pour blasphème (40), la « diffamation des religions » (41)...



### Comment votre étude d'Eurabia a-t-elle été accueillie ?

Elle a suscité un énorme intérêt dans beaucoup de milieux européens et aux Etats-Unis.

Les commentaires sur Internet sont innombrables alors que la presse européenne n'en a pas parlé, excepté en Italie où j'ai découvert, à l'occasion de mes nombreuses conférences, un climat beaucoup plus libre et ouvert. Le combat national pour la souveraineté et l'indépendance de l'Italie est encore très présent, même le langage, les concepts et les discussions se déroulent à un

niveau beaucoup plus direct et libre qu'ailleurs.

En Amérique aussi le « politiquement correct » est ouvertement contesté.

Dans les milieux italiens chrétiens où j'ai évolué, je n'ai trouvé ni antisémitisme ni antisionisme, mais une sympathie enthousiaste pour Israël.

En Italie, le mot « liberté » contient encore un potentiel de courage et d'indépendance intellectuelle que je n'ai pas trouvé en France, en Belgique et en Angleterre. Non par manque d'écrivains remarquables et courageux – bien au contraire –, mais par l'épaisseur du politiquement correct qui étouffe tout débat, la profondeur insondable et incurable de la haine d'Israël entretenue par des réseaux euro-arabes, et par la palestinsation de la politique et de la société.

Il est clair que la dénonciation de la politique eurabienne m'attire de très nombreux ennemis.

**En 1995, l'UE a signé un accord d'association avec l'Etat d'Israël (42). Elle a adopté des mesures pour lutter contre le terrorisme. Les tentatives de boycott universitaire et de désinvestissement (43) d'Israël ont été réproouvées par les autorités nationales et européennes. Le 22 janvier 2008, Franco Frattini, vice-président de la Commission européenne, chargé de la justice, de la liberté et de la sécurité, a reconnu que longtemps l'UE a ignoré les craintes légitimes d'Israël à l'égard de la terreur (44) qu'il n'a cependant pas qualifiée d'islamiste (45). La France a donné un nouvel élan à ses relations bilatérales avec l'Etat d'Israël depuis quelques années (46)...**

Si l'on doit se réjouir de ces observations, on doit aussi se demander pourquoi l'UE a ignoré si longtemps ces craintes.

Le climat politique, universitaire et culturel de l'UE, les déclarations partiales de certains de ses leaders, la désinformation propagée par une presse hostile – des terroristes palestiniens ont été qualifiés de résistants – et le culte de la palestinité ont créé un climat propice à la diabolisation d'Israël.

Ce qui constitue un véritable scandale moral compte tenu des prétentions éthiques dont se targue l'Europe.

La large couverture dans la presse américaine sur le retour de l'antisémitisme européen (47) a obligé la Commission sous la présidence de Romano Prodi (48) et avec Chris Patten, commissaire aux Affaires étrangères, à faire marche arrière.

D'ailleurs, de nombreux députés – Willy de Clercq, Ana Palacio, Marco Panella, Frédéric Ries, Ilka Schröder, François Zimeray - et politiciens européens réproouvaient la politique déséquilibrée (49), antisioniste et la rupture avec l'Amérique. Ils purent modifier ces tendances par l'émergence d'autres politiques avec Angela Merkel et Nicolas Sarkozy.

La politique de l'UE n'est pas uniforme ou monolithique, elle est traversée de plusieurs courants .

## Qu'est-ce qui pourrait ébranler Eurabia, freiner sa constitution ?



Il faudrait d'abord que les Européens prennent conscience des implications de la politique méditerranéenne imposée par leurs leaders, des conséquences d'une immigration incontrôlée dont des membres exigent le multiculturalisme parce qu'ils refusent l'intégration et les lois des pays d'accueil.

Les contribuables européens devraient exiger un contrôle sévère des dépenses de l'UE et de l'utilisation par les bénéficiaires des milliards d'euros provenant des prélèvements fiscaux.

L'opacité des politiques est inhérente à la ramification des réseaux de contrôle et d'influences, aussi devraient-ils exiger une plus grande clarté et imposer le respect de leurs droits constitutionnels et de leurs libertés.

Enfin, la connaissance de l'islam comme civilisation, histoire, théologie et jurisprudence – au-delà des fables andalouses – s'impose puisque nous sommes destinés à nous unir à l'islam par le mélange des cultures prévu dans la politique méditerranéenne et l'entrée de la Turquie dans l'UE.

Tous ces sujets et les débats d'idées qui y sont liés sont aujourd'hui tabous.

Ce qui est clair, c'est qu'Eurabia est née de la terreur du conflit des civilisations et que l'Europe refuse toute idée de guerre. Eurabia est la réponse du pacifisme européen à l'idéologie de guerre permanente du *jihād*.

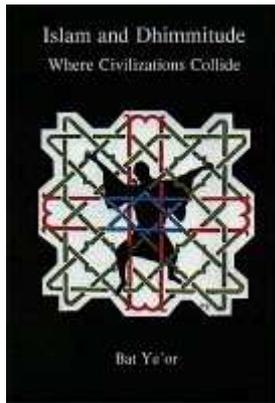
**L'opération Liberté en Iraq en 2003 a montré au sein de l'UE un double clivage entre d'une part des pays ou plutôt des dirigeants pro-américains, atlantistes – Grande-Bretagne, Espagne, Italie, Pologne, etc. – et, d'autre part, des pays opposés à la diplomatie américaine et à la guerre (France), ainsi qu'à l'intérieur de ces deux ensembles, le rôle majeur des opinions publiques, composées notamment d'une rue arabe, en phase avec ses dirigeants (France) ou en opposition avec ses leaders (Italie, Espagne). Quelles réflexions suscitent chez vous ces faits ?**

Ces oppositions démontrent les divergences de politique et d'opinion qui traversent les démocraties européennes.

Les partis de gauche qui cultivent l'antiaméricanisme et la haine d'Israël sont les instruments de la politique arabe en Europe.

Le Premier ministre britannique Tony Blair fut rejeté et désavoué par son propre parti travailliste qui l'accusa de provoquer le terrorisme islamiste par son alliance avec le président américain George Bush.

Mais on pourrait en dire de même de certains partis de droite liés par des **intérêts économiques** aux puissances pétrolières (51).



Le poids de l'immigration pèse aussi considérablement sur les politiques européennes. Cela était à prévoir. Les liens de ces populations avec leur pays d'origine affaiblissent énormément l'indépendance politique de l'Europe, déjà bien diminuée par la menace terroriste.

**Comment interprétez-vous les émeutes en France à l'automne 2005 et à la fin 2007 ? Avaient-elles un caractère économique-social ou ethnico-religieux ?**

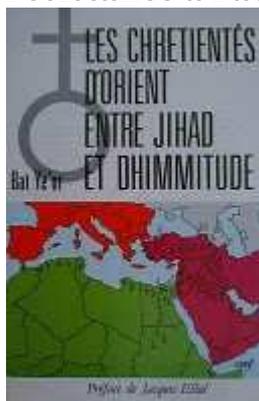
Pour moi, ce sont des Intifadas (52) à caractère ethnico-religieux mais qui incluent aussi un aspect économique-social.

Ce dernier est lié au caractère ethnico-religieux de revendication agressive et de rejet contre un Etat et une société considérés comme illégitimes d'un point de vue religieux.

En effet, dans les pays musulmans où règnent une misère et un chômage bien plus graves qu'en France, de telles violences ne se sont jamais manifestées parce que l'élément religieux y est exclu.

D'ailleurs les revendications sociales d'autres groupes européens défavorisés n'ont jamais impliqué de tels débordements.

**L'identité de la France a été un thème majeur et porteur du candidat Nicolas Sarkozy en 2007. Le Président de la République Nicolas Sarkozy souligne les racines judéo-chrétiennes et l'identité de la France, suscitant les critiques de la plupart des intellectuels. Il avance un projet d'Union méditerranéenne... N'y a-t-il pas, dans ces exemples, des ferments de résistance à l'acculturation en cours ?**



Le renoncement aux racines judéo-chrétiennes est motivé par l'entrée de la Turquie dans l'UE et le désir de satisfaire une population musulmane déjà considérable en Europe et destinée à s'agrandir encore.

L'islam d'ailleurs ne reconnaît pas la notion de judéo-christianisme car il affirme que ces deux religions sont des falsifications de l'islam. La filiation du christianisme par un Jésus juif est rejetée puisque, dans le Coran, Jésus (Isa) est un prophète musulman ayant prêché l'islam.

On voit à présent dans différents pays de l'UE, des ferments de résistance à la politique imposée par le Conseil européen et la Commission aux populations réduites au silence par des tabous et par de nombreux médias serviles palestiniés.

On peut même craindre l'explosion, et c'est ce qui est dangereux, car une population non négligeable d'immigrés s'est bien intégrée et adhère aux valeurs démocratiques et laïques de l'Occident (53).

Le conflit ne porte pas sur des personnes, mais sur des idéologies.

Par ailleurs, l'UE déjà bien engagée dans sa politique fusionnelle avec le monde arabe ne pourrait maintenant faire marche arrière sans essayer les ripostes d'un terrorisme intérieur déjà bien implanté, contre lequel elle est désarmée, et sans subir des représailles économiques et même sanglantes contre les chrétiens dhimmis.

Ce scénario, qui s'est déjà produit dans l'affaire des caricatures danoises (54), servait d'avertissement.

Site Internet de Bat Ye'or :

<http://www.dhimmitude.org/index.html>

(1) Bat Ye'or, *Eurabia : L'axe Euro-Arabe*. Ed. Jean-Cyrille Godefroy, 2006. 347 pages. ISBN : 2865531899

(2) Bat Ye'or, *Le dialogue Euro-Arabe et la naissance d'Eurabia*, in *Observatoire du monde juif*, bulletin 4/5, décembre 2002, p.44-55, à <http://obs.monde.juif.free.fr/pdf/omj04-05.pdf>

Michel Gurfinkiel, *Eurabia/ Bat Ye'or, la sentinelle*, 12 juillet 2006, à <http://michelgurfinkiel.com/articles/29-Eurabia-Bat-Yeor,-la-sentinelle.html>

(3) Bat Ye'or, *Les chrétientés d'Orient entre jihâd et dhimmitude : VIIe-XXe siècle*. Préface de Jacques Ellul. Éditions du Cerf, collection « L'histoire à vif », Paris, 1991. 529 p. ISBN 2-204-04347-8.

(4) *Eurabia* est le titre d'une publication éditée par le Comité européen de coordination des associations d'amitié avec le monde arabe (Paris) et réalisée avec la collaboration de *Middle East International* (Londres), France-Pays arabes (Paris) et le Groupe d'études sur le Moyen-Orient (Genève).

(5) En décembre 1973, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) décide d'un quadruplement du prix du brut.

(6) Instituée par le traité de Rome (1957), la CEE était composée de la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne (RFA), auxquels s'étaient joints depuis 1973 le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni. La CEE, avec ses élargissements progressifs, est l'un des piliers de l'Union européenne (UE) créée en 1992 par le traité de Maastricht.

(7) Adoptée en 1964, bien avant la guerre des Six-jours et « l'occupation des territoires », la charte de l'OLP condamne Israël à la destruction (art.1, 2 et 3). <http://www.amitiesquebec-israel.org/textes/charteolp.htm>

(8) Michel Jobert (1921-2002) fut ministre français des Affaires étrangères en 1973-1974 sous la présidence de Georges Pompidou (<http://www.doc.diplomatie.gouv.fr/BASIS/epic/www/doc/DDD/1133051905.doc>).

(9)

<http://www.doc.diplomatie.gouv.fr/BASIS/epic/www/doc/DDW?M=2&K=975159306&W=TITRE+PH+IS+%27d%E9claration+de+Barcelone%27+ORDER+BY+DATE/Descend>

(10) "*Révision du vocabulaire de l'UE, pour éviter l'expression "terrorisme islamique"*", 17 avril 2006, à <http://www.upjf.org/union-europeenne/article-11157-122-4-revision-vocabulaire-ue-eviter-l'expression-terrorisme-islamique.html>

"Comme l'ont souligné de nombreux musulmans, il n'y a rien d'islamique dans le souhait de terroriser, de comploter pour tuer et causer de la douleur. Ces actions sont anti-islamiques", a déclaré Jacqui Smith, ministre britannique de l'Intérieur, le 17 janvier. Elle exprimait la volonté du gouvernement de ne plus parler de terrorisme islamique et de qualifier les terroristes de criminels sans motivation religieuse. Elle estimait : "Internet n'est pas une zone de non-droit pour le gouvernement. Il nous faut prendre des mesures contre ceux qui forment ces gens vulnérables pour les besoins de l'extrémisme violent". Elle a déclaré au Sunday Times qu'elle aurait peur de se promener la nuit à Londres. Le Times avait raillé cette confiance : "Les ministres de l'Intérieur sont censés instiller la peur dans le cœur des criminels et non pas se cacher derrière les rideaux". (GIN, 30 janvier 2008)

(11) De Pierre-André Taguieff aux éditions Les mille et une nuits :  
*La nouvelle judéophobie*. 2002. 240 pages. ISBN : 9782842056506  
*Prêcheurs de haine : Traversée de la judéophobie planétaire*. 2004. 962 pages. ISBN : 978-2842057206

(12) Articles de Véronique Chemla (avec renvois en fin d'articles vers d'autres articles) :  
*Interview de Richard Landes*, 6 janvier 2008 sur l'affaire al-Dura  
*Mohamed al-Dura est vivant à la fin des rushes de France 2 !*, 15 novembre 2007

(13) Activiste du Mouvement de solidarité internationale (ISM), la jeune Américaine Rachel Corrie est morte le 16 mars 2003 dans la bande de Gaza, près de la frontière entre l'Égypte et Israël. Elle s'opposait à une action militaire israélienne : Tsahal procédait à la destruction d'une maison vide servant à dissimuler un des tunnels de contrebande d'armes, etc. Le chauffeur du véhicule israélien ne pouvait pas la voir, car elle était cachée par un monticule de débris. Ces faits ont été présentés faussement par la propagande palestinienne qui a inspiré une pièce de théâtre controversée *Mon nom est Rachel Corrie*. Sources :  
<http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsourcemyths/mf24.html> et  
<http://rachelcorriefacts.org/default.aspx>

(14) A la suite des multiples attentats terroristes palestiniens, notamment après celui au Park Hôtel de Netanya lors du Seder de Pessah le 27 mars 2002, Israël lance l'opération Remparts afin de démanteler l'infrastructure terroriste islamiste. Une partie infime de Jenine fait l'objet d'une opération militaire. Les Palestiniens allèguent un massacre de 500 individus. Cette opération prend fin en mai 2002. Le 1er août 2002, le rapport du secrétaire général des Nations unies recense 52 morts palestiniens, pratiquement tous sont des terroristes. Tsahal déplore la mort de 23 de ses soldats. Une campagne a été alors lancée pour boycotter la société Caterpillar dont certains véhiculent ont été utilisés par Israël à Jenine.

(15) L'Observatoire du monde juif, n° 1, novembre 2001, <http://obs.monde.juif.free.fr/pdf/omj01.pdf>

(16) A l'initiative du B'nai Brith France, s'est tenu le 14 octobre 2001, au Sénat, le colloque *Les nouveaux visages des antisémitismes* articulé autour de deux thèmes : *De l'antisionisme à l'antisémitisme et Après Durban*.

(17) En juillet 2003, quatre sénateurs américains demandaient à Romano Prodi, président de la Commission européenne, et à Javier Solana, Haut représentant pour la politique de sécurité commune (PESC), de publier ce rapport. Le 22 novembre 2003, *The Financial Times* révélait que l'EUMC avait refusé de publier, en février 2003, pour des raisons politiques, ce rapport. Le Congrès juif européen (CJE) déclarait : ce "*refus de publier un rapport sur la montée préoccupante de l'antisémitisme en Europe, en particulier sur les actes antisémites commis par des jeunes d'origine arabo-maghrébine, laisse peser un lourd soupçon sur des institutions chargées d'informer et d'éduquer l'opinion publique européenne. Cacher la gravité de la situation ne permettra pas aux autorités européennes de gérer la réalité du problème*". Source : [Guysen International news](#), 25 novembre 2003. L'EUMC est devenu en mars 2007 l'Agence européenne pour les droits fondamentaux (AFR)  
Bat Ye'or. *Eurabia*, p. 168.

(18) Deux articles de Véronique Chemla :  
*Le rapport sur l'antisémitisme en Europe que son commanditaire l'EUMC refuse de publier !*, 3 décembre 2003  
*L'EUMC publie un rapport sur l'antisémitisme dans l'Union européenne (2001-2005)*, 21 juin 2006

(19) *Eurobaromètre de la Commission européenne, Irak et la paix dans le monde*, novembre 2003 à [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/flash/fl151\\_iraq\\_full\\_report\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/flash/fl151_iraq_full_report_fr.pdf). Selon ce sondage effectué entre le 8 et le 16 octobre 2003, l'Etat juif devançait l'Iran (53%), la Corée du Nord, les Etats-Unis (53%), l'Irak. La Syrie (37%), l'Arabie saoudite et la Libye (36%) arrivaient aux 8e et 9e rangs. Le CJE estimait qu'il eut fallu "*parler du conflit israélo-palestinien ou de celui au Proche-Orient. Tout institut de sondage le sait "la réponse est dans la question*". Comment l'UE peut-elle expliquer son incapacité, depuis deux ans, à produire un rapport sur l'antisémitisme en Europe, alors qu'elle a produit une enquête incendiaire sur la guerre en Irak six mois seulement après les événements ?" Source : [Guysen International News](#), 3 novembre 2003.

(20) Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial (CJM), et Cobi Benatoff, président du CJE, écrivaient dans *The Financial Times* : "*L'antisémitisme peut s'exprimer de deux façons : par l'action ou par l'inaction. De manière remarquable, la Commission européenne est coupable dans les deux cas de figure*". ([Guysen International News](#), 6 janvier 2004). Franco Frattini, ministre italien des Affaires étrangères, a regretté auprès du quotidien *Il Corriere Della Sera* que la Commission ait tardé à se prononcer sur l'antisémitisme et ait peu agi. Il a stigmatisé la longue opacité du financement par l'UE d'organisations palestiniennes et la méfiance de l'UE à l'égard d'Israël. ([Guysen International News](#), 7 janvier 2004). La Commission européenne a formellement rejeté les affirmations selon lesquelles une critique

légitime des actions de l'Etat d'Israël par des institutions européennes "aient un rapport avec l'antisémitisme". (Guysen International News, 7 janvier 2004).

(21)

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/04/85&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>

(22) *European Union Support for Extremist and Politicized NGOs*, 24 octobre 2006, à [http://www.ngo-monitor.org/article/\\_european\\_union\\_support\\_for\\_extremist\\_and\\_politicized\\_ngos\\_](http://www.ngo-monitor.org/article/_european_union_support_for_extremist_and_politicized_ngos_)  
*EU Funds for NGOs Misused*, 11 septembre 2003, à [http://www.ngo-monitor.org/article/eu\\_funds\\_for\\_ngos\\_misused](http://www.ngo-monitor.org/article/eu_funds_for_ngos_misused)

(23) En mars 2001, Imad Falouji, ministre palestinien de la Communication, déclare : « *Ce serait une erreur de croire que la raison de l'irruption de l'intifada était la visite de Sharon sur l'Esplanade des Mosquées...Cela a été planifié depuis le retour d'Arafat de Camp David [juillet 2000], où il a refusé les propositions de Clinton* ».

(24) Peu après la signature des accords d'Oslo, Yasser Arafat a exhorté les fidèles à la mosquée de Johannesburg (Afrique du Sud), en arabe, le 10 mai 1994 : « *Le jihad continuera... Vous devez venir participer au jihad pour libérer Jérusalem, votre précieux reliquaire* ».

(25) Times Book, New York, 2006.

(26) « *En 2002, quelques députés dont François Zimeray ont du "arracher avec les dents" les 170 signataires nécessaires à la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire. Bloquant cette initiative, la Conférence des Présidents a refusé de mettre la question en débat. Elle a décidé la mise en place d'un groupe de travail informel qui ne dispose pas des pouvoirs d'investigation légaux d'une commission d'enquête. Certains partis politiques ont désigné pour siéger à ce groupe de travail des personnalités notoirement hostiles à Israël* », déclarait François Zimeray en avril 2004.

Interview de François Zimeray par Véronique Chemla, 1er juin 2004 et

<http://www.medbridge.org/>

Yohanan Manor. *Les manuels scolaires palestiniens, une génération sacrifiée*. Berg International, 2003. 128 pages. ISBN : 978-2911289538,

(27) Déclaration du Conseil européen des 29/30 juin 1977 à Londres à [http://cuej.u-strasbg.fr/archives/europe/europe\\_conclusion/cons\\_01\\_42/08\\_londres\\_30\\_06\\_77.html](http://cuej.u-strasbg.fr/archives/europe/europe_conclusion/cons_01_42/08_londres_30_06_77.html)

(28) Déclaration du Conseil européen sur le Moyen-Orient le 13 juin 1980 à Venise à <http://www.medea.be/index.html?page=0&lang=fr&doc=52>

(29) « *La Palestine, dans les frontières du mandat britannique, constitue une unité territoriale indivisible* » précise l'article 2 de la charte de l'OLP à <http://www.amitiesquebec-israel.org/textes/charteolp.htm>

(30) *Naissance d'une théologie chrétienne de la libération de la Palestine* (p.14-p.18)

et *Les déchirures des chrétiens d'Orient* (p.24-p.26), in *L'Observatoire du monde juif*, n° 6/7, juin 2003 à <http://obs.monde.juif.free.fr/pdf/omj06-07.pdf>

(31) Eric Conan, *Mort de Raymond Barre : l'amnésie des médias*, 30 août 2007 à [http://www.marianne2.fr/Mort-de-Raymond-Barre-l-amnesie-des-medias\\_a1808.html](http://www.marianne2.fr/Mort-de-Raymond-Barre-l-amnesie-des-medias_a1808.html)

(32) Romano Prodi, président de la Commission européenne, a déclaré lors du séminaire L'Europe contre l'antisémitisme, pour une Union des diversités le 19 février 2004, à Bruxelles : « *L'Union européenne a proscrit la guerre en tant que moyen de régler les différends entre ses membres. Nous profitons tous de la paix, de la stabilité et de la prospérité qui en découlent. La paix, en Europe comme à l'étranger, est la valeur fondamentale de l'Union. La paix et la sécurité sont un objectif primordial pour les Européens* ». <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/04/85&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>

(33) Roger Cukierman, alors président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), écrivait dans *Le Figaro* (18 février 2004) : « *L'Europe aujourd'hui ne rêve que de paix, de tranquillité... Elle n'a pas envie de se battre. Et s'il y a des violences, elle préfère ne pas les affronter. Il reste à espérer que la situation actuelle n'a rien de commun avec la période de Munich... On occulte le développement en Europe d'un islamisme intégriste fanatique et conquérant... Les dirigeants politiques européens ont commencé par nier le phénomène antijuif. C'est que le poids politique d'une population musulmane estimée en Europe à plus de 15 millions de personnes commence à compter. La politique européenne, généralement très critique à l'égard d'Israël, a contribué au laisser-faire et à l'indifférence générale. La Commission européenne porte une responsabilité dans le retard à affronter cette situation... Que penser du fait que M. Tariq Ramadan, partisan d'un moratoire sur la lapidation des femmes adultères et qui dresse des listes d'intellectuels juifs, figure parmi les conseillers de M. Romano Prodi ?* »

(34) En marge du Conseil européen (25-26 mars 2004), Lydie Polfer, ministre luxembourgeoise des Affaires étrangères, a déclaré : « *Il faut prendre un ensemble de mesures, pas seulement policières ou militaires, mais surtout diplomatiques et humanitaires [pour lutter contre le terrorisme], en aidant les pays en conflit, comme le Moyen-Orient, et les plus pauvres, la misère et la frustration étant le meilleur terreau du terrorisme* », [http://www.gouvernement.lu/salle\\_presse/actualite/2004/03/26juncker/index.html](http://www.gouvernement.lu/salle_presse/actualite/2004/03/26juncker/index.html)

Parmi les projets de l'Union européenne, « *s'attaquer aux causes profondes du terrorisme, notamment en favorisant l'aide au développement pour effriter la base de soutien aux réseaux terroristes, en privilégiant la réduction de la pauvreté et la bonne gouvernance, et en promouvant les processus de développement participatif* » in *Lutte contre le terrorisme - Rapport dédié à la mémoire des victimes du terrorisme*, rapport du Conseil de l'Union européenne, p. 10, 23 février 2005 à <http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/05/sto6/sto6681.fr05.pdf>  
Véronique Chemla, *Des donateurs pour l'Etat palestinien grugés, mais toujours généreux*, 23 décembre 2007

(35) Véronique Chemla, *Mythes et réalités du « processus de paix : le roc des refus*

*palestiniens* », 10 janvier 2008

(36) <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=10989&Cr=Annan&Cr1=>  
et <http://www.aidh.org/txtref/2006/onu-ka01.htm>

(37) <http://www.euromedalex.org/fr/AboutUs.htm>

(38) Bassam Tibi est professeur de relations internationales dans les universités de Göttingen (Allemagne) et Cornell (U.S.A). Il est l'auteur de *The Challenge of Fundamentalism: Political Islam and the New World Disorder*. Berkeley: University of California Press, 1998; 2e édition en 2002. ISBN 0-520-23690-4.  
<http://www.bassamtibi.de>

(39) Bat Ye'or explique que, s'il est « *important de respecter autrui, cette demande particulière de respecter les susceptibilités des musulmans rappelle des éléments de la dhimmitude* ». Conférence le 30 janvier 2008, à Paris, organisée par l'UPJF (Union des patrons juifs de France).

Lors de l'affaire des « caricatures de Mahomet », avec l'Union européenne et l'OCI, Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, a lancé, le 7 février 2006, « *un appel au calme et au dialogue, soulignant que si la liberté de la presse devait s'exercer avec responsabilité, les récentes attaques dépassaient les limites acceptables des protestations pacifiques* ».

A la mi-février 2006, Javier Solana, Haut représentant européen pour la politique étrangère et de sécurité commune, s'est rendu en Arabie Saoudite, en Egypte, en Jordanie et dans l'Autorité palestinienne pour promouvoir le respect mutuel entre l'Europe et le monde islamique. Il a déclaré : « *La liberté de la presse suppose responsabilité et sagesse et doit respecter les croyances et les principes de toutes les religions* ».

La Cour d'appel a relaxé le 26 septembre 2006 trois membres – parents et frère - d'une famille originaire d'Afrique du Nord qui avaient séquestré et battu leur fille Fatima pour avoir voulu vivre « *à l'occidentale* ». Réformant le jugement condamnant les agresseurs, elle estimait que la jeune fille avait subi des sévices « *pour son bien* ». Le parquet a formé un pourvoi en cassation. Le 2 août 2007, la Cour de cassation italienne a rejeté ce pourvoi. Elle expliquait que la famille voulait punir des « *comportements incorrects, parce [que la jeune fille] avait menacé de se suicider, terrorisée par les rétorsions que sa famille n'aurait pas manqué d'exercer sur elle pour avoir rencontré un homme au lieu de se rendre au travail* ».

Véronique Chemla et Guy Senbel, *Notre liberté chérie*, 6 octobre 2006

(40) "La liberté d'expression et de caricatures étant un fondement de la démocratie, il est surprenant d'entendre des déclarations d'intention de poursuites judiciaires pour blasphème contre l'organe de presse qui a reproduit les caricatures de Mahomet", déclare la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) le 8 février 2006. La LICRA "rappelle que le blasphème n'est pas un délit au pays de Voltaire. La liberté de critique ou de caricature des dogmes religieux et des idéologies doit être défendue et préservée comme un bien précieux. La LICRA met en garde contre les tentatives de manipulations qui ne profitent qu'aux extrémistes de tous bords et de toutes croyances, cette affaire ayant été sciemment gonflée et exploitée plus de quatre mois après la première publication des dessins incriminés".

(41) Le 25 décembre 2007, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté par 108 voix pour, 51 contre et 25 abstentions, une résolution, présentée par le Pakistan au nom de l'OCI (Organisation de la conférence islamique), sur la lutte contre "la diffamation des religions". Parmi les Etats ayant voté contre figurent les Etats-Unis, des pays européens et asiatiques. Cette résolution ne cite qu'une seule religion - l'islam -, dénonce "l'image négative de l'islam dans les médias" et "exprime son inquiétude face à l'association fréquente et à tort de l'islam avec les violations de droits de l'homme et le terrorisme". (Source : [Guysen International News](#))

(42) <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/r14104.htm> et <http://www.medeia.be/index.html?page=0&lang=fr&doc=5>

(43) Trois articles de Véronique Chemla :  
*Deux soirées à Paris, contre et pour le boycott d'Israël*, 24 novembre 2002  
*Dossier : Vives réactions aux motions universitaires françaises prônant le boycott d'Israël*, 6 janvier 2003  
*Après le refus de l'Université Paris VII de boycotter Israël, le combat continue*, 9 janvier 2003

(44) *Discours prononcé lors de la conférence d'Herzliya, à Jérusalem*. Selon F. Frattini, Commissaire européen à la sécurité, l'Europe n'a pas été équitable envers Israël à <http://www.upjf.org/actualitees-upjf/article-13683-122-4-f-frattini-commissaire-europeen-securite-leurope-na-pas-ete-equitable-envers-israel.html>

(45) *Eurabia*, p. 197-p.200  
*Révision du vocabulaire de l'UE, pour éviter l'expression "terrorisme islamique"*, 17 avril 2006, à <http://www.upjf.org/union-europeenne/article-11157-122-4-revision-vocabulaire-ue-eviter-l'expression-terrorisme-islamique.html>

(46) Véronique Chemla, *La Fondation France-Israël vise à améliorer les relations entre les deux pays par une meilleure connaissance réciproque*, 11 juin 2006

(47) Articles sur l'antisémitisme dans le *Bulletin n°1* (novembre 2001) de *L'Observatoire du monde juif*, à <http://obs.monde.juif.free.fr/pdf/omj01.pdf>

(48) Organisé par le cabinet du président de la Commission européenne Romano Prodi (1999-2004) et le Groupe de conseillers politiques (GOPA), un *Groupe consultatif de haut niveau* était chargé de définir les « moyens d'encourager et de développer le dialogue interculturel dans le bassin méditerranéen ». Présidé par Assia Bensalah Alaoui et Jean Daniel, il comprenait notamment Umberto Ecco et Tariq Ramadan.  
[http://www.ec.europa.eu/archives/commission\\_1999\\_2004/prodi/group/spirit\\_fr.htm](http://www.ec.europa.eu/archives/commission_1999_2004/prodi/group/spirit_fr.htm)

(49) Frédérique Ries, *Une impression de déséquilibre*, 26 juin 2003 à <http://www.guysen.com/articles.php?sid=1241>. Discours prononcé lors du Forum parlementaire euro-méditerranéen.

(50) *"Les fonctionnaires de la commission Affaires étrangères du Parlement européen viennent de diffuser un mail a priori purement administratif. Ils précisent aux membres de la délégation qui doit se rendre les 3 et 4 novembre en Syrie et au*

*Liban que leur passeport ne peut en aucun cas comporter de visa israélien", déclare Frédérique Ries, eurodéputé belge (MR, Mouvement réformateur). Elle "s'est immédiatement adressée au président du Parlement européen, Hans-Gert Pöttering, pour dénoncer ce type d'exigences contraires à nos pratiques et nos valeurs". Elle "demande qu'une réaction au plus haut niveau soit envisagée pour le faire savoir aux pays concernés et leur demander d'y mettre fin". Elle "trouve totalement inacceptable que nous permettions que des pays Euromed, avec lesquels en outre nous avons signé des accords d'association, spécifient que les passeports de députés appartenant à une délégation officielle de l'Union européenne ne puissent porter de cachet israélien. Nous ne saurions laisser les autorités de ces pays tiers décider des déplacements que nous pouvons ou non effectuer. Nous ne saurions les laisser décider à notre place de la politique étrangère que nous souhaitons mener. Il y va du respect de notre liberté de mouvement et de notre liberté de pensée". Source : Gyuksen International News, novembre 2007.*

(51) Michel Gurfinkiel, *Livres/ Scandale du siècle, casting planétaire*, 9 avril 2006, à <http://michelgurfinkiel.com/articles/59-Livres-Scandale-du-siecle,-casting-planetaire.html>

(52) Véronique Chemla et Guy Senbel, *La violence partout, tout le temps...*, 11 novembre 2005

(53) Interview de Nonie Darwish, journaliste et écrivain américaine d'origine égyptienne, le 17 avril 2009

(54) Le 30 septembre 2005, le journal danois *Jyllands-Posten* publiait 12 dessins sur le prophète Mahomet repris par un journal égyptien. Après plusieurs semaines, voire des mois, après une campagne mensongère menée par quelques dirigeants musulmans, des émeutes ont parcouru certains Etats musulmans. Daniel Pipes, *Caricatures et impérialisme islamique*, 7 février 2006, <http://fr.danielpipes.org/article/3363> et Media-Ratings, *Caricatures danoises : l'intolérable manipulation face à l'inacceptable capitulation*, 17 février 2006 à <http://www.m-r.fr/actualite.php?id=1285>



**PUBLIE PAR VERONIQUE CHEMLA LE 1/16/2010 07:45:00 PM**